

**ARRÊTÉ PREFECTORAL**  
**portant mise en demeure**

**Société MT TECHNOLOGY**  
**Commune de Saint Michel de Maurienne**

**Le PREFET DE LA SAVOIE**  
*Chevalier de l'ordre national du mérite ;*

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2760-3 ;

VU les actes administratifs délivrés à la société METALTEMPLE relatifs à l'exploitation de ses installations situées 16, rue du Temple, sur le territoire de la commune de SAINT MICHEL de MAURIENNE (73 140), en particulier les arrêtés préfectoraux des 2 décembre 1993, 4 février 2002, 31 mars 2003 et 17 juin 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 août 2014 autorisant la société MT Technology à se substituer à la société METALTEMPLE pour l'exploitation des installations de fonderie de métaux ferreux ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2014 prescrivant la mise en œuvre de mesures rendues nécessaires par les conséquences d'une pollution de l'Arc par des hydrocarbures provenant du site de la société MT TECHNOLOGY à Saint Michel de Maurienne (73 140), et en particulier l'article 3 (transmission d'un rapport d'accident) ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 19 juin 2015 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 28 avril 2015 et le courrier en date du 6 juillet 2015 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de remarques de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant de la société MT TECHNOLOGY n'a pas transmis un rapport d'accident malgré les demandes formulées par l'inspection des installations classées de compléments au document initial transmis le 19 décembre 2014 par l'exploitant ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant de la société MT TECHNOLOGY de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2014 ;

**CONSIDERANT** que, lors de la visite d'inspection du 28 avril 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté la présence d'une installation de stockage de déchets provenant des installations et considérés comme inertes par l'exploitant de la société MT TECHNOLOGY, sur un terrain situé le long de la Rue du Passage du Roc à Saint Michel de Maurienne, à proximité du site mais en dehors de l'emprise du site des installations classées de la société MT TECHNOLOGY ;

**CONSIDERANT** que le stockage des déchets inertes relève de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sous le régime de l'enregistrement et que cette installation est exploitée sans l'arrêté préfectoral d'enregistrement requis par l'article L. 512-7 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant de la société MT TECHNOLOGY de régulariser la situation administrative ;

**SUR** proposition de madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Savoie ;

## **ARRETE**

**Article 1** – La société MT TECHNOLOGY exploitant une fonderie sise 16, rue du Temple sur la commune de Saint Michel de Maurienne (73 140) est mise en demeure de respecter les dispositions :

- de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2014 en transmettant à l'inspection des installations classées un rapport d'accident dans un délai de 15 jours ;

Le délai mentionné ci-dessus s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** – La société MT TECHNOLOGY est mise en demeure de régulariser la situation administrative du stockage de déchets de l'établissement considérés comme inertes situé sur un terrain le long de la Rue du Passage du Roc à Saint Michel de Maurienne :

- soit en déposant en préfecture un dossier de demande d'enregistrement pour l'exploitation de l'installation classée pour la protection de l'environnement relevant de la rubrique 2760-3 de la nomenclature (stockage de déchets inertes) ; le dossier devra être conforme aux dispositions des articles R 512-46-1 à R 512-46-6 du code de l'environnement ;
- soit en cessant ses activités de stockage de déchets (enlèvement des déchets et élimination dans des installations autorisées) et en procédant à la remise en état du site prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans un délai de quinze jours, l'exploitant fera connaître au préfet laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.
- Dans le cas où il opte pour la cessation définitive des activités de stockage de déchets, l'exploitant fournit dans un délai d'un mois un dossier décrivant les mesures de mise en sécurité prises ou prévues, conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement. Le dossier indique la date d'arrêt définitif des installations, à partir de laquelle les mesures susmentionnées sont mises en œuvre. L'arrêt définitif doit être effectif dans un délai de deux mois. Dans un délai de deux mois un diagnostic environnemental devra être établi conformément à la méthodologie nationale définie dans la circulaire ministérielle du 8 février 2007 et transmis à l'inspection des installations classées.
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, ce dernier doit être déposé dans un délai de trois mois. L'exploitant fournit sous un mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.) ;

Les délais mentionnés ci-dessus s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 3** - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive.

**Article 4** – Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Article 5** – Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le maire de Saint Michel de Maurienne.

Chambéry, le **21 SEP. 2015**

Le Préfet



**Eric JALON**

